

RAPPORT MENSUEL

Mars 2025



EUROPEAN
OLYMPIC
COMMITTEES



EU
Office



L'INTERVIEW DU MOIS

Président des COE récemment réélu : Spyros Capralos



Photo: EOC

"Nous devons poursuivre notre relation solide avec l'Union européenne et maximiser le potentiel de notre accord de coopération avec la Commission européenne, en veillant à ce que la bonne gouvernance soit au cœur de tout ce que font les COE."

Voir interview complète en page 5



OFFRE DE STAGE

Le bureau de représentation des COE auprès de l'UE est à la recherche de **nouveaux stagiaires pour rejoindre notre équipe cet automne !**

- ◆ A partir du 1er septembre 2025
- ◆ 3-6 mois
- ◆ Temps plein (38h)
- ◆ A Bruxelles



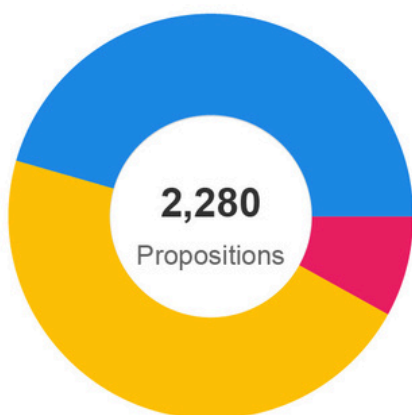
Toutes les informations relatives à la candidature sont disponibles [ici](#) sur notre site web.

LES CHIFFRES DU MOIS

PROPOSITIONS ERASMUS SPORT 2025

Appel clôturé le 5 mars 2025

2 280 propositions totales soumises



Répartition par sujet:

ERASMUS-SPORT-2025-SCP	45.6%	1,039
ERASMUS-SPORT-2025-SSCP	46.4%	1,058
ERASMUS-SPORT-2025-SNCESE	8.0%	183

Les résultats d'évaluation devraient être communiqués en août 2025

Source: [Eurostat \(ilc_scp37\)](#).

- Editorial 4



L'INTERVIEW DU MOIS

- Président des COE récemment réélu : Spyros Capralos 5



POLITIQUES SPORTIVES EUROPÉENNES ET PROGRAMMES DE FINANCEMENT

- Modèle sportif européen : Le Parlement européen réunit les acteurs du sport pour discuter de l'avenir du modèle 8
- Petit-déjeuner de travail de l'APES sur la santé des femmes et le sport : Un pas vers un changement durable 9
- Le projet OCEAN mis en avant lors du webinaire de la communauté de pratique SHARE 2.0 sur le sport vert et durable 10
- Le sport du futur : inclusif, accessible et responsabilisant 12



LE COIN DES PARTENAIRES

- Renforcer le sport européen : le bureau européen du COE rencontre les dirigeants de la Commission européenne 13
- Renforcer le dialogue international et la gouvernance dans le sport : Bureau UE du COE à la réunion annuelle de la Fédération suédoise de football 13
- Le bureau de représentation des COE auprès de l'UE lance officiellement l'outil SIGGS 3.0 pour soutenir la bonne gouvernance dans le sport 14
- Le bureau de représentation des COE auprès de l'UE lance le premier webinaire « Lunch & Learn » sur : la révision de la directive sur la lutte contre les abus sexuels sur mineurs et ses implications pour le sport 16
- La dernière table ronde entre pairs d'OCEAN marque le compte à rebours jusqu'à la conférence finale 18
- Événements à venir 19



ÉDITORIAL

Chers lecteurs, chères lectrices,

Le 27 mars, le bureau de représentation des COE auprès de l'UE a organisé la conférence finale du projet SIGGS 3.0. (voir article séparé). La présence de plus de 90 participants issus de CNO, de fédérations sportives, d'universités et d'ONG montre clairement que l'intérêt pour l'amélioration de la gouvernance dans le sport reste élevé. Les éditions précédentes de l'outil d'auto-évaluation SIGGS 3.0. ayant déjà été utilisées par plus de 300 organisations sportives, le bureau de représentation des COE auprès de l'UE s'attend à ce que le nombre d'utilisateurs soit beaucoup plus élevé à l'avenir. En particulier, l'espoir est que d'autres fédérations européennes suivront l'exemple de la Fédération européenne d'athlétisme et rendront l'utilisation de l'outil obligatoire pour les fédérations nationales.

L'année 2025 revêt une importance particulière du point de vue de la politique sportive européenne. Non seulement le rapport d'initiative du Parlement européen sur l'avenir du modèle sportif européen est attendu, mais la proposition de la Commission européenne pour le prochain cadre financier pluriannuel 2028-2034, annoncée pour le mois de juillet, tracera également la voie pour le financement futur du sport. Il s'agira notamment d'ancrer plus fermement le sport dans le futur programme Erasmus+ et de faire progresser l'intégration du sport dans d'autres domaines politiques tels que la santé, les affaires sociales et la politique de cohésion. La cohésion sociopolitique est un objectif qui peut difficilement être atteint sans le sport aux niveaux local, régional et national. Le sport rassemble des groupes sociaux qui, sans lui, n'auraient rien eu à se dire pendant longtemps. Se concentrer sur ce que nous avons en commun plutôt que sur ce qui nous divise sont des objectifs qui peuvent être atteints grâce au sport.

L'élection de Kirsty Coventry en tant que première femme présidente du CIO marque certainement un tournant dans le sport olympique. Son élection s'inscrit dans une tendance qui s'est développée sous la direction du président du CIO, M. Bach, à savoir la présence d'un plus grand nombre de femmes au sein de toutes les commissions du CIO. Cette évolution est surtout visible dans le nombre de membres du CIO et dans les commissions. À l'avenir, l'objectif doit être d'étendre cette tendance aux organisations nationales et européennes. Malgré toutes les activités accrues, les chiffres sont encore décevants. Il reste à voir dans quelle mesure le nouveau président du CIO se penchera sur cette question.

Il serait également souhaitable que d'autres sujets, tels que la durabilité ou les droits humains qui ont été développés au niveau du CIO ces dernières années, soient repris par les parties prenantes olympiques européennes et nationales. Il faut espérer que la nouvelle présidente du CIO recevra le soutien et la solidarité dont elle a besoin pour faire avancer son propre programme. En ces temps de turbulences politiques, un mouvement olympique uni est nécessaire pour être entendu et respecté. Cela vaut également pour la préservation de l'« autonomie responsable » du sport, pour laquelle son prédécesseur a toujours fait campagne.

Un grand merci au président du CIO, Thomas Bach, qui a travaillé dur pour préserver le modèle sportif européen pendant son mandat et qui n'a pas hésité à mener des discussions controversées avec les ministres européens des sports ! Toute l'équipe du bureau de représentation des COE auprès de l'UE vous adresse ses meilleurs vœux pour l'avenir !

Meilleures salutations,



Folker Hellmund

Directeur du Bureau de représentation des COE auprès de l'UE



L'INTERVIEW DU MOIS



Photo: EOC

Spyros Capralos a été président du Comité olympique hellénique de 2019 à 2024 et est membre du comité exécutif des COE depuis 2009. En 2019, il est devenu membre du Comité International Olympique (CIO). En 2025, il est réélu président des COE lors de la 54^e assemblée générale des COE à Francfort. Peu après, il est élu à la commission exécutive du CIO lors de la 144^e session du CIO à Costa Navarino, en Grèce.

1. Cher président, félicitations pour votre réélection à la présidence des Comités olympiques européens ! Le maintien de votre leadership assure une continuité précieuse pour l'organisation. Comment comptez-vous poursuivre sur cette lancée et quelles seront vos principales priorités pour ce nouveau mandat ?

C'est bien sûr un immense privilège d'être réélu pour un second mandat en tant que président des Comités Olympiques Européens, et je suis reconnaissant du soutien reçu de nos Comités Olympiques Nationaux lors de la 54^{ème} Assemblée Générale des COE à Francfort. Après avoir relevé avec succès les défis posés par la pandémie de Covid-19, nous continuerons à travailler en étroite collaboration avec le comité exécutif des COE, le personnel des COE et les CNO d'Europe afin d'assurer un succès durable au sport européen. Nous voulons maintenant nous appuyer sur l'énorme succès des Jeux européens de Cracovie-Małopolska 2023, des Festivals olympiques de la jeunesse européenne et des Jeux des petits États d'Europe.

Nous devons organiser des événements qui servent nos CNO et nos athlètes, et nous pensons qu'Istanbul 2027 peut faire passer les Jeux européens au niveau supérieur. Nous devons poursuivre notre relation solide avec l'Union européenne et maximiser le potentiel de notre accord de coopération avec la Commission européenne, en veillant à ce que la bonne gouvernance soit au cœur de tout ce que font les COE.

2. Avec une équipe en partie nouvelle - comprenant un nouveau secrétaire général et plusieurs changements au sein du comité exécutif des COE - comment comptez-vous équilibrer la continuité et les nouvelles perspectives ? Quelle sera votre approche pour intégrer de nouvelles idées tout en maintenant l'orientation stratégique de l'organisation ?

J'ai la chance de pouvoir compter sur un comité exécutif et une équipe administrative diversifiés et dynamiques au sein des COE. Nous établissons des normes pour le Mouvement olympique en ce qui concerne l'égalité des genres aux postes de direction, puisque six hommes et six femmes ont été élus au comité exécutif lors de l'assemblée générale des COE.

Notre tout premier directeur général, Jan Lehmann, a également eu un impact positif sur l'efficacité des COE depuis sa nomination en mai 2024, et nous pensons que son expérience contribuera à diversifier les revenus des COE et à renforcer notre position commerciale dans les années à venir.

L'Agenda stratégique 2030 des COE a été façonné par les CNO d'Europe et continue de servir de guide important pour notre orientation stratégique. Nous avons bien progressé dans la mise en œuvre de ses recommandations au cours de mon premier mandat, et nous voulons maintenant l'accélérer.

Dans le même temps, nous devons continuer à réexaminer les priorités stratégiques clés, en veillant à ce que les COE adoptent pleinement les développements de l'intelligence artificielle et d'autres technologies, et à ce qu'ils restent pertinents dans la vie des jeunes.

3. En tant que membre du CIO, comment voyez-vous votre rôle dans le renforcement de la position des COE au sein du Mouvement olympique ?

Je suis extrêmement fier d'avoir été élu à la commission exécutive du CIO en tant que membre représentant les CNO lors de la 144^e Session du CIO à Costa Navarino, en plus d'avoir reçu une prolongation de quatre ans en tant que membre individuel indépendant du CIO. Je pense avoir acquis une notoriété croissante dans le sport international, et je crois que cela reflète positivement les efforts des COE pour renforcer le sport olympique en Europe et soutenir les athlètes.

Grâce à des initiatives relatives aux athlètes que nous avons introduite à Kraków-Małopolska 2023 et aux progrès réalisés dans des domaines importants tels que la durabilité et l'égalité des genres, les COE ont acquis une réputation d'innovateur au sein du Mouvement olympique. Nous devons préserver cette réputation.

Les COE ont eu la chance de pouvoir compter sur le soutien indéfectible du président du CIO, Thomas Bach, au cours des 12 dernières années, et nous lui en sommes extrêmement reconnaissants. Nous nous réjouissons de travailler en étroite collaboration avec Kirsty Coventry pour faire progresser le sport européen.

4. Comment les COE soutiendront-ils et encourageront-ils tous les CNO européens à faire avancer les réformes clés, en particulier dans des domaines tels que la bonne gouvernance, la durabilité - y compris par le biais du cadre d'action des Nations Unies pour le climat -, l'égalité des genres, l'implication des athlètes et les violences ? Des initiatives issues des projets du bureau de représentation des COE auprès de l'UE (comme OCEAN, GAMES, SIGGS 3.0 ou SAFE HARBOUR) pourraient-elles jouer un rôle dans la mise en œuvre ?

Il est extrêmement important que les COE dirigent le Mouvement olympique en Europe en encourageant les normes les plus élevées dans chacun de ces domaines parmi nos membres. C'est pourquoi des sujets tels que l'égalité des genres et la durabilité ont figuré en bonne place à l'ordre du jour des récentes réunions de nos CNO, telles que le Séminaire des COE et l'Assemblée générale des COE. Par l'intermédiaire du bureau de représentation des COE auprès de l'UE, nous menons une série d'initiatives qui soutiennent les CNO dans leurs efforts pour progresser.

Nous sommes fiers du succès des initiatives passées telles que le projet GAMES, qui a aidé huit CNO à apporter des changements structurels qui ont amélioré l'égalité des sexes dans les postes de direction. Un autre grand exemple est le projet OCEAN, qui permet aux CNO de mesurer leur empreinte carbone, de réduire les émissions et de renforcer la bonne gouvernance dans le domaine de l'action climatique.

5. L'UE est devenue une partie prenante essentielle du mouvement sportif européen. De nombreux CNO ont bénéficié d'un financement Erasmus+, et les récents arrêts de la Cour européenne de justice ont des implications significatives pour la gouvernance des instances dirigeantes du sport. Comment ces développements influencent-ils votre agenda, et pensez-vous que le modèle sportif européen est en danger ?

C'est une grande réussite collective pour toutes les parties concernées que le modèle sportif européen reste fort. Le modèle sportif européen a résisté à l'épreuve du temps et il permet de garantir le fair-play grâce au système pyramidal et de défendre le principe de solidarité, qui s'aligne sur les valeurs olympiques. Les COE sont reconnaissants d'avoir le soutien de l'Union européenne à cet égard. Le renouvellement de notre accord de coopération avec la Commission européenne, signé lors des Jeux olympiques de Paris, démontre son engagement à travailler avec les COE pour inspirer le sport et encourager des modes de vie sains dans toute l'Europe.

Nous sommes déterminés à tirer pleinement parti des possibilités offertes par cet accord. Le modèle sportif européen pourrait être confronté à des défis en constante évolution, comme nous l'avons vécu ces dernières années. Cependant, avec le soutien clair de la Commission européenne, nous sommes bien placés pour défendre l'impact positif du modèle sportif européen.

6. Le nouveau commissaire européen chargé de l'équité entre les générations, de la jeunesse, de la culture et du sport, Glenn Micallef, a déjà exprimé son vif intérêt pour les questions sportives. Qu'attendez-vous de son rôle et de ses contributions potentielles ?

Nous sommes très reconnaissants au commissaire Micallef pour le soutien qu'il apporte au sport européen. Le retour des Jeux olympiques en Europe à Paris 2024 a été une grande réussite en termes de succès européen et d'engagement des supporters, et nous voulons poursuivre sur cette lancée avec les Jeux olympiques d'hiver de Milano Cortina 2026 et, bien sûr, les Jeux européens d'Istanbul 2027.

Nous sommes impatients de travailler en étroite collaboration avec le commissaire Micallef sur la façon dont nous pouvons maximiser ces opportunités à venir afin de rehausser le profil du sport européen et d'inspirer le sport et les modes de vie sains à travers le continent.

7. Le Bureau de représentation des COE auprès de l'UE est depuis longtemps un partenaire clé pour de nombreux CNO européens, leur fournissant des services et un soutien précieux. Avec sept nouvelles organisations qui ont rejoint son réseau au cours de votre précédent mandat, comment voyez-vous le rôle du Bureau évoluer au cours de la prochaine période quadriennale ? Comment peut-il renforcer son impact et sa collaboration au sein du sport européen ?

Le Bureau de représentation des COE auprès de l'UE a apporté une énorme contribution à la promotion d'un sport européen fondé sur des valeurs depuis son ouverture en 2009, et nous sommes fiers de voir son expansion au cours des dernières années. Nous nous engageons à apporter un soutien encore plus important au Bureau de représentation des COE auprès de l'UE et à ses nouvelles initiatives,

notamment le projet Safe Harbour, qui permet à la communauté sportive européenne de répondre aux préoccupations en matière de sauvegarde. Nous pensons que le Bureau de représentation des COE auprès de l'UE aura un rôle encore plus important à jouer au cours des quatre prochaines années pour maintenir notre relation forte avec l'UE et donner plus de pouvoir à nos CNO.



POLITIQUES SPORTIVES EUROPÉENNES ET PROGRAMMES DE FINANCEMENT

Modèle sportif européen : Le Parlement européen réunit les acteurs du sport pour discuter de l'avenir du modèle



Photo: Bureau de représentation des COE auprès de l'UE

Le 18 mars 2025, le bureau de représentation des COE auprès de l'UE a participé à un dialogue de haut niveau organisé par le Parlement européen pour discuter de son prochain rapport d'initiative sur le « Rôle des politiques de l'UE dans l'élaboration du modèle sportif européen (MSE) ». L'événement, animé par le rapporteur, le député européen Bogdan Zdrojewski (PPE, Pologne), a rassemblé un large éventail d'acteurs des institutions européennes (présidence polonaise du Conseil de l'UE, rapporteurs du Parlement européen pour ce rapport, unité Sport de la Commission européenne, Comité européen des régions), du sport organisé (d'élite et de masse), des groupes de réflexion et des employeurs du secteur du sport.

Le dernier rapport du Parlement européen sur la politique sportive de l'UE ayant été publié en 2021 sous la direction de l'eurodéputé Tomasz Frankowski, l'initiative actuelle vise à orienter l'action politique de l'UE afin de renforcer le modèle sportif européen, conformément aux tendances modernes.

Les représentants des institutions de l'UE ont exprimé leur large soutien au modèle sportif européen. Iwona Łotysz, représentant la présidence polonaise du Conseil, a décrit le MSE comme une « liste de valeurs auxquelles nous souscrivons », tandis que Giorgio Guazzugli-Marini, chef par intérim de l'unité Sport de la Commission européenne a souligné les rôles éducatif et sociétal du sport, ainsi que sa valeur économique à travers la création d'emplois et d'événements.

Roberto Pella, du Comité européen des régions, a souligné le rôle essentiel des collectivités locales et régionales dans le financement et l'entretien des infrastructures sportives, appelant à un meilleur investissement dans les infrastructures sportives, y compris dans des projets à plus petite échelle, essentiels pour l'accessibilité et l'inclusion.

Consultation des parties prenantes : Messages du bureau de représentation des COE auprès de l'UE

Prenant la parole après les présentations de plusieurs représentants de l'écosystème du football, Folker Hellmund, directeur du bureau de représentation des COE auprès de l'UE, a souligné certains des défis auxquels est confronté le modèle sportif européen, tels que les menaces pesant sur l'autonomie des instances dirigeantes du sport, la nécessité d'une plus grande transparence des flux financiers dans le cadre du mécanisme de solidarité, le déclin de l'engagement des bénévoles, et a exprimé la volonté du mouvement sportif organisé de coopérer avec les autorités publiques pour atténuer ces problèmes. Par la suite, le directeur a appelé les membres du Parlement européen et les institutions de l'UE dans leur ensemble à :

- Donner la priorité au sport dans le prochain budget à long terme de l'UE (CFP)
- Établir des mesures pour reconnaître les compétences et la contribution des bénévoles au sport et à la société en général
- Coopérer avec les organisations sportives pour protéger l'autonomie responsable des organisations sportives de toute ingérence gouvernementale induite
- Considérer le sport comme une priorité transversale et intégrer son potentiel d'atténuation des problèmes sociétaux dans d'autres politiques de l'UE (y compris la santé, l'éducation, l'inclusion et l'égalité, etc.)

Après les présentations, les rapporteurs fictifs et les députés présents ont posé des questions aux orateurs et mentionné leurs principaux points d'attention, notamment la protection du bien-être des athlètes (Nikos Pappas, The Left - Grèce), le financement suffisant des infrastructures sportives (Hannes Heide, S&D - Autriche), distribution de fonds au niveau local et calendrier de compétition surchargé, en particulier pour le football (Nikola Minchev, Renew - Bulgarie), reconnaissance des sports féminins (Carolina Morace - The Left, Italie).

Échange de vues entre les députés européens

Suite à la consultation des parties prenantes, la commission de la culture et de l'éducation du Parlement européen (CULT) a organisé un échange de vues entre les membres de la commission le 19 mars.

Le député Zdrojewski a souligné la nécessité d'un modèle sportif fondé sur des valeurs telles que le fair-play, la solidarité et l'inclusion. Il a rappelé l'importance économique du sport, qui représente 3 % du PIB de l'UE et 6 millions d'emplois, tout en soulignant l'importance d'équilibrer le sport de base et le sport d'élite, de garantir des possibilités de financement et de soutenir les bénévoles.

Les représentants de la présidence polonaise du Conseil de l'UE et de la Commission européenne ont réaffirmé le rôle fondamental du sport dans la société européenne.

Les discussions ont porté sur les défis à relever, notamment la sécurité juridique, la transparence de la gouvernance et la commercialisation du sport. Les rapporteurs fictifs ont fait part de leurs préoccupations concernant la Super Ligue européenne, le déclin de la participation des bénévoles, la protection des athlètes et la redistribution des fonds. Le débat a souligné la nécessité de protéger la structure pyramidale du sport tout en s'adaptant à l'évolution des défis.

Le député Zdrojewski a conclu que l'ESM ne nécessitait pas de réformes drastiques mais plutôt des améliorations ciblées, en trouvant un équilibre entre tradition et innovation.

Prochaines étapes

Suite à la consultation des parties prenantes, les participants ont été invités à envoyer une contribution écrite qui alimentera les réflexions des députés européens pour le projet de rapport.

Le rapport devrait être finalisé d'ici le 25 avril et présenté à la commission de la culture et de l'éducation (CULT) en juin, avant d'être adopté en plénière au début de l'automne.

Petit-déjeuner de travail de l'APES sur la santé des femmes et le sport : Un pas vers un changement durable



Le 7 mars 2025, à l'approche de la Journée internationale des droits des femmes, l'Accord partiel élargi sur le sport (APES) du Conseil de l'Europe a organisé un petit-déjeuner de travail sur la santé des femmes et le sport.

Organisé à la fois en ligne et en personne au Palais de l'Europe à Strasbourg, l'événement a rassemblé des athlètes, des experts et des décideurs politiques pour discuter des problèmes de santé urgents qui touchent les femmes dans le sport et explorer des solutions pour s'assurer que la santé des femmes est correctement prise en compte dans le sport européen. L'événement s'est ouvert sur les remarques de Gianluca Esposito, directeur général des droits de l'homme et de l'État de droit au Conseil de l'Europe, qui a reconnu les inégalités persistantes entre les hommes et les femmes dans le sport et le besoin urgent d'actions plus fortes.

Baz Moffat, PDG et cofondatrice de The Well HQ, a ensuite souligné le manque de stratégies adaptées, d'éducation et de soutien à la santé des femmes dans le sport.

Les tables rondes ont porté sur les principaux problèmes de santé physique et mentale rencontrés par les athlètes féminines, notamment le surentraînement, les troubles de l'alimentation, la santé menstruelle, les problèmes de plancher pelvien, la maternité, la ménopause, le bien-être mental et la prévention des blessures.

La première table ronde a présenté le vécu des athlètes face aux difficultés de santé et les stratégies pour les surmonter, tandis que les professionnels du sport ont souligné l'importance cruciale de poursuivre la recherche en physiologie de l'exercice.

La table ronde suivante, à laquelle participait Carlotta Giussani du Bureau de représentation des COE auprès de l'UE, s'est concentrée sur la sensibilisation et les solutions pratiques pour mettre en œuvre des changements systémiques à l'échelle européenne, notamment une meilleure éducation et une meilleure intégration des politiques.

L'événement s'est conclu par des remarques de clôture soulignant l'importance d'efforts soutenus pour donner la priorité à la santé des femmes dans le sport. L'égalité des sexes restant une priorité essentielle des politiques sportives européennes, cette table ronde a marqué une étape importante vers un changement durable. Par ailleurs, le droit à la santé et au sport sera le thème central du Forum sur le sport et les droits humains, organisé par l'APES le 16 décembre 2025 à Paris, en France.

PLUS D'INFORMATIONS

[Page web de l'événement](#)

[Projet All In Plus UE-CoE](#)

Le projet OCEAN mis en avant lors du webinaire de la communauté de pratique SHARE 2.0 sur le sport vert et durable

Le 11 mars, l'initiative SHARE 2.0 de la Commission européenne a organisé un événement de renforcement des capacités afin de présenter le Manifeste pour un sport européen écologiquement durable (le Manifeste). Cet événement a marqué une étape importante pour SHARE 2.0, soulignant le rôle essentiel des organisations sportives dans la contribution aux objectifs plus larges de lutte contre le changement climatique et de développement durable, alignés sur le Pacte vert pour l'UE. Guidée par un groupe de pilotage d'experts, dont fait partie le bureau de représentation des COE auprès de l'UE, la communauté de pratique (CdP) du sport vert SHARE 2.0 se consacre à combler le fossé entre politique et pratique, permettant ainsi aux organisations sportives européennes d'accroître leurs efforts en matière de développement durable.

L'un des moments forts de l'événement a été la présentation du Manifeste par Mike McClure, du Réseau européen des sports de nature. Le Manifeste se veut un cadre permettant aux organisations sportives, aux décideurs politiques et aux parties prenantes de formaliser leur engagement en faveur du développement durable. Plus précisément, il vise à :

- Impliquer tous les niveaux du secteur sportif européen, en favorisant la solidarité et un engagement commun en faveur d'actions concrètes en faveur du développement durable.
- Renforcer le mouvement en attirant des signataires qui s'engagent à prendre des mesures significatives et réalisables en faveur de pratiques sportives durables.

- Fournir des conseils, des ressources et des études de cas essentiels pour aider les organisations à démarrer ou à progresser dans leur démarche de développement durable.
- Poser les bases d'une collaboration sectorielle pour atteindre les objectifs européens en matière de climat et de développement durable, tels que définis dans le Pacte vert pour l'Europe.

Le Manifeste sera bientôt disponible à la signature, encourageant toutes les organisations sportives à formaliser publiquement leur engagement. Cet engagement public, comme souligné lors de l'événement, a le potentiel de renforcer la gouvernance et la responsabilité des organisations.

Présentation des avancées du projet OCEAN

Eva Rebmann du bureau de représentation des COE auprès de l'UE a également présenté le projet OCEAN, cofinancé par le programme Erasmus+, démontrant comment ses livrables, notamment l'outil de mesure de l'empreinte carbone, peuvent contribuer à la lutte contre le changement climatique des organisations sportives. Cet outil, bientôt disponible sur la plateforme OCEAN Toolbox, peut aider les organisations sportives à mesurer et à réduire leur empreinte carbone. Il sera mis gratuitement à la disposition de toute organisation intéressée, ce qui, espérons-le, réduira considérablement les obstacles à un engagement accru en faveur de l'action climatique dans le sport.



À propos de SHARE 2.0

SHARE 2.0 s'appuie sur les bases de l'initiative SHARE initiale (2018-2023), qui a permis aux acteurs locaux et régionaux du sport d'accéder aux financements européens. Cette nouvelle phase vise à renforcer la collaboration et l'échange de connaissances sur des thématiques clés liées au sport. Avec quatre communautés de pratique dédiées à l'innovation, à la santé, au sport vert et aux financements européens, SHARE 2.0 a connu une croissance significative par rapport à son prédécesseur. Le bureau de représentation des COE auprès de l'UE participe activement à toutes les communautés de pratique et siège au groupe de pilotage des communautés de pratique sur les financements européens et le sport vert. Les personnes intéressées peuvent encore manifester leur intérêt ici.



PLUS D'INFORMATIONS

Plus d'informations sur l'initiative SHARE 2.0 sont disponibles [ici](#).

Le sport du futur : inclusif, accessible et responsabilisant



Photo: la Gauche au Parlement européen

Le 6 mars, le groupe politique de la Gauche au Parlement européen a organisé une [table ronde](#) intitulée « Le sport du futur : inclusif, accessible et stimulant ». Modérée par les députés européens Nikos Pappas (Grèce) et Carolina Morace (Italie), la discussion a mis en avant le sport comme catalyseur d'inclusion sociale, de développement communautaire et d'autonomisation personnelle.

Équité dans le sport paralympique

Des intervenants externes ont partagé leurs expériences. Le nageur paralympique Antonis Tsapatakis a plaidé pour une classification plus juste des sports paralympiques et des politiques scolaires plus inclusives, tandis que Vittoria Bianco a souligné la nécessité de disposer d'infrastructures sportives plus nombreuses et plus accessibles. Elle a également souligné le rôle des ONG et des clubs sportifs dans la promotion du sport paralympique et la suppression des barrières sociales grâce à l'engagement communautaire. Simone Barlaam a souligné les succès remportés dans la promotion des sports paralympiques, la lutte contre les stéréotypes et la contribution à une culture sportive plus inclusive.

Égalité des genres et représentation

La volleyeuse Athina Papafotiou a plaidé pour l'égalité des genres, la professionnalisation du sport féminin et des politiques sportives sûres. Hélène Germain, présidente de la Fédération sportive LGBT+, a abordé la discrimination envers les athlètes transgenres et les violences LGBTQIA+ dans le sport. Lucilla Boari, archère classique, a fait écho à ces préoccupations, affirmant que l'égalité des genres ne peut être atteinte que par des changements systématiques de gouvernance.

Obstacles structurels et financiers

Le joueur NBA Thanasis Antetokounmpo a évoqué le contraste entre le sport américain et le sport européen, notamment en termes d'infrastructures, de commercialisation et de l'importance accordée par les États-Unis au sport scolaire. Par ailleurs, Nikos Odubitan, représentant une ONG, a plaidé en faveur de l'investissement dans le sport pour l'intégration des migrants, soulignant son rôle dans la lutte contre les inégalités sociales et la promotion de l'intégration.

Dans ses remarques finales, le député européen Mario Furore (Italie) a présenté des idées de propositions concrètes à la commission de la culture et de l'éducation du Parlement européen (CULT), notamment un certificat d'égalité des sexes pour les organisations sportives, des événements sportifs durables et de meilleures conditions de travail, tout en plaidant pour un financement accru d'Erasmus+, des investissements structurels dans les infrastructures sportives et la garantie d'un accès égal au sport dans les écoles.



LE COIN DES PARTENAIRES

Renforcer le sport européen : le bureau de représentation des COE auprès de l'UE rencontre les dirigeants de la Commission européenne



Le 25 mars, une réunion a eu lieu à Bruxelles avec Mihai Covaliu, président du Comité olympique et sportif roumain, Folker Hellmund, directeur du bureau de représentation des COE auprès de l'UE, Roxana Minzatu, vice-présidente exécutive chargée des droits sociaux et des compétences, de l'emploi de qualité et de la préparation, et Glenn Micallef, commissaire chargé de l'équité intergénérationnelle, de la jeunesse, de la culture et du sport. Cette réunion a été une occasion importante d'aborder l'avenir du sport européen, les possibilités de financement de l'UE et les pistes d'une collaboration renforcée entre la Commission européenne et le Mouvement olympique.

Promouvoir le sport européen par la coopération

Cette réunion a reflété l'engagement continu du Bureau de représentation des COE auprès de l'UE à accroître le financement européen du sport, notamment par le biais du programme Erasmus+. Un autre sujet important a été l'intégration du sport dans les politiques européennes plus larges, notamment la santé, l'éducation et l'inclusion sociale. Les participants ont partagé une compréhension commune du potentiel du sport pour soutenir les objectifs sociétaux, de l'amélioration du bien-être communautaire à la promotion de l'inclusion et de la cohésion.

Une voie à suivre

Le Bureau de représentation des COE auprès de l'UE et les représentants de la Commission européenne ont convenu de maintenir une étroite coopération pour atteindre des objectifs communs. Cet échange fructueux a marqué une étape importante dans la consolidation de la politique sportive européenne et le renforcement du partenariat entre le Bureau UE des COE et la Commission européenne, comme prévu par l'Accord de coopération.

Renforcer le dialogue international et la gouvernance dans le sport : Bureau de représentation des COE auprès de l'UE à la réunion annuelle de la Confédération suédoise des sports



Le 15 mars, le Bureau UE des COE a eu le plaisir de participer à la Réunion annuelle des représentants internationaux, organisée par la Confédération suédoise des sports (Riksidrottsförbundet) au Complexe sportif national de Bosön.

Cet événement annuel rassemble des représentants internationaux du mouvement sportif suédois. Cette édition a réuni une cinquantaine de participants représentant 28 sports différents, créant ainsi une plateforme dynamique d'échange et de collaboration sur des enjeux clés touchant le sport aux niveaux national et international.

Le bureau de représentation des COE auprès de l'UE a contribué au programme en présentant les principales évolutions politiques de l'UE qui affectent directement le secteur sportif. La discussion a illustré l'influence des décisions prises au niveau européen, telles que le modèle sportif européen, le cadre financier pluriannuel (CFP) et les politiques environnementales de l'UE, sur la gouvernance et les opérations sportives sur le terrain. L'objectif était de combler le fossé entre la politique européenne et la gouvernance sportive au quotidien, en démontrant la pertinence et l'importance de l'engagement de l'UE pour les fédérations sportives.



Un temps fort de la réunion a été la présentation de SIGGS 3.0 par Elisabeth Strobach, coordinatrice du projet. Cet outil numérique d'auto-évaluation a été développé pour améliorer la gouvernance des organisations sportives. Après 15 mois de développement, SIGGS 3.0 a été officiellement lancé le 27 mars.

Des discussions animées ont suivi les sessions, notamment autour du potentiel du SIGGS 3.0 pour impulser des changements positifs en Europe en permettant aux organisations de renforcer la transparence, la responsabilité et les processus démocratiques.

Nous adressons nos sincères remerciements à RF Suède et à tous les participants pour leur engagement actif et leurs précieuses contributions. Des événements comme celui-ci sont essentiels pour renforcer la coopération et faire progresser les objectifs communs au sein du Mouvement olympique et au-delà.

Le bureau de représentation des COE auprès de l'UE lance officiellement l'outil SIGGS 3.0 pour soutenir la bonne gouvernance dans le sport



Le 27 mars 2025, la conférence finale du projet SIGGS 3.0 a marqué une étape majeure dans la promotion de la bonne gouvernance dans le sport européen. Organisé en format hybride, cet événement a réuni plus de 90 acteurs du Mouvement olympique, de fédérations sportives, d'institutions universitaires et d'organismes de l'UE. Il a également marqué le lancement officiel de l'outil d'auto-évaluation SIGGS 3.0, désormais entièrement accessible via la [nouvelle boîte à outils pour la bonne gouvernance du Bureau de représentation des COE auprès de l'UE](#).

Étape importante d'une initiative de gouvernance collaborative

Cette conférence hybride a marqué l'aboutissement d'une collaboration de 15 mois visant à renforcer la bonne gouvernance dans le secteur sportif européen. Développée avec le soutien du programme Erasmus+ de l'Union européenne et en étroite collaboration avec le partenaire technique Symantra, la nouvelle version de l'outil SIGGS reflète un engagement en faveur de la transparence, de la responsabilité, de l'intégrité et du leadership stratégique dans le sport.

Ouvert à l'événement, Folker Hellmund, directeur du bureau de représentation des COE auprès de l'UE, a évoqué l'évolution de l'outil SIGGS et sa pertinence dans le contexte actuel de la gouvernance. Il a souligné la contribution de chaque phase du projet à la création d'une ressource à la fois pratique et adaptable aux diverses réalités des organisations sportives.

Suite à cela, le Dr Jan Lehmann, PDG des Comités Olympiques Européens, a positionné SIGGS 3.0 dans le contexte plus large de l'Agenda stratégique 2030 des COE, soulignant son rôle dans la promotion des priorités stratégiques clés et le soutien d'une culture d'amélioration continue au sein du Mouvement olympique.

Giuseppe Deleonardis, directeur adjoint de l'éthique et de la conformité au CIO, a également apporté des précisions. Il a souligné que la bonne gouvernance est un pilier des valeurs olympiques et essentielle au maintien de la confiance du public. Il a insisté sur la responsabilité des organisations sportives de montrer l'exemple, notamment en matière de transparence, de responsabilité, d'égalité des sexes et de protection.



Cliquez sur l'image pour en savoir plus sur SIGGS.

SIGGS 3.0 : Un outil pratique pour une gouvernance moderne

SIGGS 3.0 s'appuie sur le succès des éditions précédentes et propose une plateforme plus intuitive, plus adaptée et plus conviviale.

Cet outil permet aux Comités Nationaux Olympiques, aux fédérations et aux autres organismes sportifs de :

- Réaliser une auto-évaluation complète des principaux aspects de la gouvernance ;
- Recevoir des recommandations personnalisées ;
- Exploiter les résultats pour orienter les discussions internes et les plans d'action ;
- Se comparer à leurs pairs sur les principes de bonne gouvernance.

Comme l'a expliqué Valentin Capelli, ancien chef de projet, SIGGS 3.0 s'inscrit dans la continuité d'un engagement de longue date en faveur de l'excellence en matière de gouvernance.

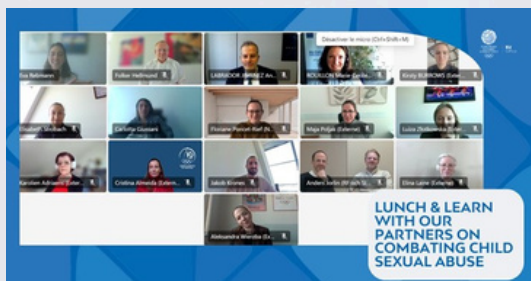
Du concept à l'impact

Lors du lancement, les participants ont été initiés aux fonctionnalités améliorées de l'outil par Elisabeth Strobach, chef de projet, et ont pu entendre les témoignages de ses premiers utilisateurs, qui ont partagé des exemples concrets de la manière dont SIGGS peut faciliter des améliorations concrètes des pratiques de gouvernance.

Les premiers retours ont été extrêmement positifs, les organisations soulignant la clarté, la pertinence et la valeur stratégique de l'outil.

En intégrant SIGGS 3.0 à la [Boîte à outils pour une bonne gouvernance](#), le Bureau de représentation des COE auprès de l'UE souhaite offrir aux organisations sportives une plateforme de ressources centralisée, gratuite et pratique pour les accompagner dans leur démarche de gouvernance.

Le bureau de représentation des COE auprès de l'UE lance le premier webinaire « Lunch & Learn » sur la révision de la directive sur la lutte contre les abus sexuels sur mineurs et ses implications pour le sport



Le 19 mars, le Bureau de représentation des COE auprès de l'UE a inauguré sa nouvelle série de webinaires « Déjeuner-conférence », un format en ligne compact conçu pour explorer les sujets politiques de l'UE les plus pertinents pour les organisations sportives. Cette première session a porté sur la [révision de la directive européenne de 2011 relative à la lutte contre les abus sexuels sur mineurs](#), un dossier crucial pour le sport amateur et de haut niveau impliquant des mineurs.

En ouverture, Folker Hellmund, directeur du Bureau de représentation des COE auprès de l'UE, a souhaité la bienvenue aux participants et a souligné l'importance de la protection de l'enfance au niveau européen.

Un cadre juridique européen renforcé

Représentant la Commission européenne, Antonio Labrador Jimenez (DG HOME) a présenté les principales mises à jour de la directive révisée, officiellement proposée le 16 mai 2024 par la Commission européenne, refonte de la [directive 2011/93/UE](#) relative à la lutte contre les abus sexuels et l'exploitation sexuelle des enfants, ainsi que la pédopornographie.

M. Labrador Jimenez a souligné que la proposition introduit des vérifications d'antécédents obligatoires pour les professionnels et les bénévoles en contact régulier avec les enfants, des dispositions renforcées en matière d'assistance aux victimes et des obligations plus claires en matière de mesures préventives au niveau national. Il a également mentionné que les États membres devront veiller à la mise en place de mécanismes de poursuites et de prévention.

Marie-Cécile Rouillon, chargée de mission pour les droits de l'enfant à la DG JUST, a réaffirmé l'approche plus large de la Commission européenne en matière de protection de l'enfance, fondée sur la stratégie de l'[UE relative aux droits de l'enfant](#) et la Charte des droits fondamentaux de l'UE. Elle a souligné le fait que la protection dans le sport est une priorité claire de l'UE et a ajouté que la directive révisée le reconnaît en promouvant la prévention, en exigeant des mécanismes de protection et en encourageant les États membres à agir rapidement.

Elle a également mentionné que leurs consultations incluaient plus de 1 000 enfants par l'intermédiaire de la Plateforme européenne de participation des enfants, garantissant ainsi que la voix des jeunes soit au cœur de leurs préoccupations. Elle a conclu en présentant les possibilités de financement offertes par l'[appel DAPHNE du programme CERV](#), qui soutient des initiatives de lutte contre les maltraitances sexistes et les abus envers les enfants. L'appel actuel se termine le 7 mai 2025.

Perspectives nationales : Mise en œuvre concrète des mesures de protection

Plusieurs Comités Nationaux Olympiques (CNO) ont présenté leurs approches nationales et leurs systèmes de protection actuels :

- Maja Poljak, représentante du CNO croate, a présenté le projet [GUARD](#) Erasmus+ et a expliqué le protocole national de protection croate, obligatoire pour toutes les fédérations et lié à la coopération avec les procureurs et les juges.
- Luiza Zlotkowska, du CNO polonais, a souligné la nouvelle loi nationale polonaise exigeant que toutes les entités travaillant avec des mineurs mettent en place des procédures formelles de protection, ainsi que des vérifications obligatoires du casier judiciaire.
- Anders Jorlin et Klas Herrmansson, représentant la Confédération suédoise des sports, ont présenté le système suédois dirigé par la fédération, qui comprend des vérifications limitées du casier judiciaire et un financement conditionnel au respect des mesures de protection.
- Elina Laine, représentante du CNO finlandais, a décrit l'intégration de la protection dans le programme de développement durable de la Finlande, notamment une ligne d'assistance téléphonique anonyme « Vous n'êtes pas seul » et un mécanisme commun de lancement d'alerte pour la communauté sportive.

Construire un réseau de soutien : CIO et SAFE HARBOUR

Kirsty Burrows, directrice adjointe de la santé, de la médecine et des sciences au CIO, a salué l'élan généré par la Directive et a fait le point sur le projet du CIO visant à créer un pôle régional européen de protection, servant de plateforme d'échange de connaissances, de formation et de coordination.

Le webinaire a également présenté le projet [SAFE HARBOUR](#), coordonné par le bureau de représentation des COE auprès de l'UE.

Carlotta Giussani a présenté son ambition de créer une communauté de responsables de la protection "Safeguarding Officers" à travers l'Europe, jetant ainsi les bases d'un cadre commun et d'un ensemble d'outils communs à mettre en œuvre par les organisations sportives.

SAFE HARBOUR en est actuellement à sa première phase, qui consiste à dresser un état des lieux en Europe, et devrait fournir des ressources de formation concrètes et des recommandations politiques lors des prochaines étapes.



Perspectives d'avenir

La directive est actuellement en cours de négociation législative, son adoption étant prévue fin 2028/début 2029, selon M. Labrador Jimenez. Si le texte juridique final est susceptible d'évoluer, la direction est claire : les organisations sportives doivent se préparer à des responsabilités accrues en matière de protection.

Le premier déjeuner-conférence a confirmé l'intérêt de ce nouveau format, alliant expertise, expériences nationales et réflexion politique prospective. Le bureau UE des COE continuera de fournir des informations actualisées sur l'avancement de la directive et de partager des outils pertinents via sa [boîte à outils pour une bonne gouvernance](#).

Continuez à suivre le prochain webinaire-conférence.

La dernière table ronde entre pairs d'OCEAN marque le compte à rebours jusqu'à la conférence finale

Le 18 mars, le Consortium OCEAN s'est réuni pour sa dernière table ronde entre pairs. Les responsables de l'action climatique de 18 Comités Nationaux Olympiques (CNO) ont présenté les progrès réalisés dans la finalisation des stratégies de réduction de l'empreinte carbone, dont l'achèvement est prévu pour avril 2025. Cet échange collaboratif a une fois de plus permis de partager les meilleures pratiques, des recommandations et des orientations concrètes pour soutenir l'affinement des stratégies.

Par ailleurs, le Consortium a reçu des informations sur les livrables et outils à venir, qui seront publiés sur la [plateforme OCEAN Toolbox](#). Les responsables de l'action climatique ont apporté leurs derniers commentaires afin d'améliorer l'applicabilité de l'outil de mesure de l'empreinte carbone aux organisations sportives. Cet outil sera bientôt disponible gratuitement sur la plateforme OCEAN Toolbox pour les 206 CNO et organisations sportives, en anglais, espagnol et français.

OCEAN présenté lors de l'atelier d'échange entre Etats membres en Bulgarie

Le 20 mars, le projet OCEAN a été présenté lors de la table ronde « Célébrer les réussites financées par l'UE dans le sport durable », organisée par le ministère bulgare de la Jeunesse et des Sports dans le cadre de son atelier d'échange entre Etats membres sur le thème « Pionniers du sport durable : solutions innovantes pour des pratiques et des événements respectueux de l'environnement ».

En présence de représentants des États membres de l'UE, des institutions européennes et des organisations sportives, le PLA a mis en lumière les politiques et initiatives existantes qui favorisent la durabilité dans le sport.

Conférence finale du projet OCEAN : À VOS AGENDAS !

Après deux années et demies d'efforts soutenus pour sensibiliser le public au changement climatique dans le sport, réduire l'empreinte carbone de 18 CNO et promouvoir des actions concrètes pour le climat, la conférence finale du projet OCEAN se tiendra le 13 mai à Bruxelles et en ligne.

L'événement réunira des responsables de l'action climatique, des organisations sportives, le CIO, des experts en développement durable, des institutions européennes afin de présenter l'impact du projet pour les organisations sportives, les ressources innovantes, ainsi que les efforts collaboratifs pour promouvoir le développement durable dans le sport.



PLUS D'INFORMATIONS

[Abonnez-vous à la newsletter](#)

[Plateforme OCEAN Toolbox](#)

[Site web OCEAN](#)

[Conférence finale OCEAN – À VOS AGENDAS !](#)



ÉVÈNEMENTS À VENIR

10 - 11 avril 2025

Forum européen du sport (Cracovie)



EOC EU Office
71, Avenue de Cortenbergh
1000 Bruxelles, Belgique



+32 2 738 03 20



info@euoffice.eurolympic.org



www.euoffice.eurolympic.org



EUROPEAN
OLYMPIC
COMMITTEES



EU
Office